Le ton des nouveaux programmes pousse vers cette “efficience” prônée par nombre d’inspecteurs. Cette dernière doit permettre à nos élèves de “s’insérer dans la société”. Déjà on peut se poser la question de ce postulat de départ. Comme si il n’y avait que la maîtrise du socle commun de connaissances et de compétences pour s’insérer dans la société. Pour ma part, je commencerai par dire que l’école maltraitée depuis quelques temps et la réforme territoriale font que les enseignants que nous sommes ne suffisent plus.
En effet, les Centre Médico-psychologique pour Enfants et Adolescents subissent la valse des docteurs, les Maisons De la Solidarité sont surchargées, les regroupements d’établissements font basculer les “petites écoles” à une ou deux classes dans des structures plus conséquentes mais avec des classes, au passage, supprimées. Logique mathématique quand tu nous tiens !
Bref, le “mieux disant” vendu par l’Éducation Nationale n’est pas au rendez-vous. Ajoutons à cela une réforme des cartes de circonscriptions qui va faire que les équipes enseignantes feront davantage de kilomètres pour leurs animations pédagogiques de formation continue. Que les Réseaux d’aide spécialisée sillonneront davantage de routes et auront liquider leurs crédits de plus en plus tôt.
Voilà, vous l’aurez constaté, l’efficience doit, encore et toujours, se porter à l’échelle de l’enseignant pris dans une spirale d’économie et entre un pouvoir régalien qui lâche de plus en plus sa compétence et des élus locaux qui tardent à complètement s’autonomiser. J’ajouterai enfin la multiplicité des écoles dites “alternatives” qui rompent avec le contrat républicain et ouvrent les vannes du libéralisme et de la logique concurrentielle.